

APPRENTISSAGE A Bienne, 40% de la population parle français, mais seulement une place d'apprentissage sur quatre est occupée par un francophone. David Gaffino et Florent Cosandey veulent faire bouger les choses

«Trop peu de places pour les francophones»

ROLF MARTI

La situation en matière de places d'apprentissage pour les jeunes francophones à Bienne est totalement insatisfaisante. Le point avec David Gaffino, secrétaire général du Conseil des affaires francophones du district bilingue de Bienne (CAF), et Florent Cosandey, chef de la section francophone à l'Office de l'enseignement secondaire du 2e degré et de la formation professionnelle.

En ville de Bienne, avoir le français pour langue maternelle semble être un handicap lors de la recherche d'une place d'apprentissage. Est-ce nouveau?

David Gaffino: Non, car depuis pas mal de temps, des parents d'enfants francophones le constatent et nous le signalent. Mais aujourd'hui, ce problème peut être documenté avec des chiffres. Et il n'y a pas photo: il n'y a pas assez de places d'apprentissage pour les jeunes francophones. Mesurées à la part de la population, 40% des places d'apprentissage devraient être occupées par des francophones et non 25% comme c'est le cas aujourd'hui. Ce problème a pris de l'ampleur ces dernières années pour deux raisons: la part de francophones a augmenté et l'évolution économique dans certaines branches se répercute négativement sur l'emploi pour les jeunes francophones.

Est-ce que ce déséquilibre se répartit uniformément entre toutes les branches et tous les métiers?

Florent Cosandey: Non. La situation est particulièrement grave dans les domaines du commerce et de la santé. Les apprentis francophones représentent 24% du total des employés de commerce. Pire, ils représentent seulement 9% des apprentis dans le commerce de détail, et 7% dans la santé. Dans de nombreux métiers artisanaux et techniques, le pourcentage de jeunes apprentis francophones est aussi particulièrement faible.

Pourquoi un tel déséquilibre?

David Gaffino: Dans le secteur des services, l'évolution



Pour Florent Cosandey (à g.) et David Gaffino, la situation des jeunes francophones à la recherche d'une place d'apprentissage doit être améliorée au plus vite. C'est d'ailleurs aussi dans l'intérêt des entreprises. ROLF MARTI-LDD

structurelle se ressent particulièrement. Aujourd'hui, les petites et moyennes entreprises sont remplacées par des chaînes nationales et internationales. Pour ces grandes entreprises, Bienne

de Bienne qui, il y a encore peu de temps, n'engageait pratiquement pas d'apprentis ou d'apprenties francophones. Mais aujourd'hui, le Centre hospitalier voit dans le bilinguisme un atout

ture explique-t-elle ce déséquilibre?

Florent Cosandey: En effet, les jeunes sont plus nombreux en Suisse romande à fréquenter les écoles moyennes. Par ailleurs, la formation professionnelle à plein temps et les écoles de commerce y attirent plus de jeunes. C'est d'ailleurs le cas à Bienne. Et sans ces institutions de formation à plein temps, la situation des jeunes francophones bernois serait encore plus alarmante.

Il y a aussi le cas inverse: à Bienne, 81% des places d'apprentissage d'horlogers sont occupées par des jeunes francophones. Comment l'expliquer?

David Gaffino: Bienne était au 19e siècle une ville à prépondérance germanophone. Mais quand les entreprises horlogères du Jura ont commencé à prendre pied à Bienne, le français a gagné en importance. L'empreinte francophone de l'industrie horlogère perdure aujourd'hui.

Est-ce que ce déséquilibre en-

tre les groupes linguistiques a des répercussions sur la formation et l'emploi à Bienne?

Florent Cosandey: Oui. Beaucoup de jeunes francophones sont obligés de suivre une formation dans des régions francophones limitrophes et ils ne reviennent plus à Bienne. Cette situation crée un cercle vicieux: dans les écoles professionnelles, on ferme des classes et les entreprises manquent de formateurs francophones.

David Gaffino: Les jeunes doivent pouvoir suivre une formation qui réponde à leurs prédispositions et à leur motivation. On n'a pas le droit de leur barrer le passage parce qu'ils parlent l'autre langue. C'est aussi contre-productif pour la ville de Bienne qui perd ainsi des talents.

Alors que faire?

David Gaffino: Nous avons mis sur pied un groupe de travail composé de représentants des milieux concernés par cette thématique: le Conseil des affaires francophones du district bilingue de Bienne, l'Office de

l'enseignement secondaire du 2e degré et de la formation professionnelle, la ville de Bienne, le Forum du bilinguisme, les écoles professionnelles et la Chambre économique Bienne-Seeland. Nous définirons ensemble les mesures qui s'imposent.

A quelles mesures pensez-vous?

Florent Cosandey: Nous devons sensibiliser les pouvoirs publics et les entreprises à ce problème – par le biais des médias et par le contact direct avec les entreprises formatrices. Avec les entreprises du secteur public, cela devrait être assez simple. Par exemple, si la ville de Bienne n'a pu attribuer que 22% de ses places d'apprentissage à des francophones, elle fait preuve d'une réelle volonté d'atteindre un pourcentage plus élevé. Avec les entreprises privées, il faudra aussi faire jouer des arguments économiques. Je suis certain que le commerce de détail – pour ne citer que lui – court des risques en terme de chiffre d'affaires s'il ne s'adresse plus en français à sa clientèle francophone. D'ailleurs, des francophones de la région en viennent à aller faire leurs achats à Neuchâtel ou ailleurs.

Avez-vous des objectifs quantitatifs?

David Gaffino: Les places d'apprentissage doivent être réparties plus ou moins en fonction de la quote-part linguistique de la population biennoise. Cette répartition ne doit pas se faire au détriment des apprentis germanophones, mais il faut créer des places d'apprentissage pour les francophones. Bien sûr nous sommes conscients que cela ne se fera pas d'un jour à l'autre.

Florent Cosandey: Je ne peux que confirmer la déclaration de David Gaffino. Notre dessein ne vise pas à nuire aux jeunes germanophones. Au contraire, les deux communautés linguistiques tirent un bénéfice si elles sont représentées de façon équilibrée dans les divers secteurs économiques. ○

INFO

Plus de renseignements sur: www.caf-bienne.ch

«Aujourd'hui, les PME sont remplacées par des chaînes nationales ou internationales, pour qui Bienne est une ville alémanique.»

DAVID GAFFINO SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU CAF

est une ville alémanique et elles l'intègrent en conséquence dans leur concept d'organisation. La langue de formation est en général l'allemand.

Est-ce aussi le cas dans le domaine de la santé?

David Gaffino: Oui, l'allemand prime dans le domaine de la santé – surtout à l'échelon des directions et des médecins à l'exemple du Centre hospitalier

et forme de plus en plus de jeunes francophones. Les résultats sont perceptibles.

En Suisse romande, la formation professionnelle est perçue différemment qu'en Suisse alémanique. Dans le canton de Neuchâtel, 54% des jeunes font un apprentissage alors que dans le canton de Berne leur pourcentage est de 76%. Cette différence de cul-

CANTON DE BERNE Journée bernoise des transports 2014

Les usagers des transports ne couvrent qu'une partie des coûts

Les usagers doivent-ils financer davantage le coût croissant de la mobilité à la place des pouvoirs publics? Telle était la question au cœur de l'édition 2014 de la Journée bernoise des transports, qui s'est tenue vendredi dernier.

Cette édition 2014 portait sur la vérité des coûts dans le financement des transports. Le développement de la mobilité est tel qu'il faut lancer le débat sur une participation accrue des usagers, a observé la présidente du Gouvernement bernois Barbara Egger-Jenzer à l'ouverture de la manifestation. Mais le



Transports publics et trafic individuel ont une contribution à fournir. ARCHIVES

débat doit porter sur le système des transports dans son ensemble: les transports publics comme le trafic individuel ont une contribution à fournir.

Partiellement couvert

Le professeur Gunter Stephan, de l'Université de Berne, a montré comment les usagers des transports ne couvrent actuellement qu'une partie du coût macroéconomique réel de la mobilité. Benedikt Weibel a fait part de son expérience en tant que président du conseil de surveillance d'une compa-

gnie de chemin de fer privée en Autriche, dont le financement devrait être assuré uniquement par les utilisateurs. Le directeur de l'Union des transports publics, Ueli Stückelberger, a souligné pour sa part qu'une augmentation de la participation des usagers au financement des transports publics n'est opportune que si elle s'accompagne d'une hausse des coûts pour les usagers de la route.

Bientôt des péages routiers?

Josef A. Czako, de la société Kapsch

TrafficCom, et Thomas Rühl, de Credit Suisse, ont plaidé pour l'introduction de péages routiers (mobility pricing). C'est en agissant sur le portefeuille que l'on peut inciter les automobilistes à utiliser les routes en dehors des heures de pointe ou à basculer vers les transports en commun. Mais selon le président central du TCS, Peter Goetschi, augmenter la participation aux coûts des usagers n'est pas sans risque. En effet, le lien direct entre usage, paiement et utilisation n'est actuellement pas suffisamment bien défini. ○ CBE